« Une nouvelle vie dans un nouveau pays » : Trajectoires d'orphelins de la Shoah vers le Canada (1947-1952)

*“A New Life in a New Country”: The resettlement of young Holocaust survivors
to Canada, 1947-1952*

Antoine Burgard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/2087>

DOI : 10.4000/eccs.2087

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2019

Pagination : 193-206

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Antoine Burgard, « « Une nouvelle vie dans un nouveau pays » : Trajectoires d'orphelins de la Shoah vers le Canada (1947-1952) », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-1 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 18 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2087> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2087>

« Une nouvelle vie dans un nouveau pays » : Trajectoires d'orphelins de la Shoah vers le Canada (1947-1952)

Antoine BURGARD

Université de Lyon 2 et Université du Québec à Montréal¹

Cette thèse de doctorat porte sur une cohorte d'environ mille jeunes survivants de la Shoah qui ont migré au Canada après la guerre. Elle a trois objectifs : retracer les trajectoires de guerre et d'après-guerre de ces jeunes ; analyser les discours et les pratiques des différents protagonistes impliqués dans leur prise en charge aux niveaux local, national et international ; et étudier sur une plus longue durée l'impact de l'arrivée de ces jeunes sur les politiques migratoires et d'accueil des réfugiés du pays mais aussi sur la place de la Shoah dans la mémoire collective et le récit national canadien.

This dissertation is a transnational analysis of the resettlement of about 1000 young Holocaust survivors from Europe to Canada. It has three main aims. It first retraces the war and post-war trajectories of the young survivors. Second, it examines the discourses and practices of the various actors and power structures involved in their resettlement at local, national, and international levels. Finally, it explores the longer-term impact of the young survivors' arrival in Canada, especially by looking at the evolution of the country's immigration and refugee policies and at the first steps of Holocaust memorialization in North America.

Chaïm a tout juste neuf ans quand la Seconde Guerre mondiale éclate. Sa mère étant morte en 1938, il a grandi avec son père dans le port ukrainien d'Odessa qui est alors rattaché à l'Union Soviétique. Après le début de l'Opération Barbarossa en juin 1941, son père est enrôlé de force dans l'Armée rouge et Chaïm se retrouve seul. Il fuit l'avancée des troupes allemandes et roumaines et rejoint Krasnodar, à plus de 800 kilomètres à l'est. Il commence alors à travailler pour des Russes jusqu'à l'invasion de la ville par la Wehrmacht. À la fin de l'année 1943, il est déporté à Buchenwald. Il parvient à survivre jusqu'à la libération du camp en avril 1945. La fin de la guerre ne met pas un terme à son périple. Comme beaucoup de survivants de la Shoah, Chaïm rejoint l'Italie et passe près de trois ans près de Turin et de Milan dans des camps de Personnes Déplacées (DP) sous l'égide des Nations Unies. Au début de l'année 1948, il obtient un visa en tant que mineur isolé pour partir au Canada. La travailleuse humanitaire qui prépare sa demande de visa le décrit comme « un garçon brillant qui s'adaptera facilement » à son nouveau pays. En février, il quitte le port de Gênes pour celui d'Halifax sur la côte-est canadienne. Après un

¹ Cette thèse de doctorat en histoire a été réalisée dans le cadre d'une cotutelle entre l'Université du Québec à Montréal et l'Université Lyon 2. Elle a été soutenue le 16 novembre 2017 à Lyon devant un jury composé de Yolande Cohen (codirectrice, UQÀM), Isabelle von Bueltzingsloewen (codirectrice, Lyon 2), Ivan Jablonka (rapporteur, Paris 13), Daniel Cohen (rapporteur, Rice University), Magda Fahrni (UQÀM) et Claire Zalc (présidente du jury, CNRS).

Elle a été effectuée dans le cadre d'un contrat de l'École Doctorale des Sciences Sociales de Lyon (2012-2015) et d'une bourse de recherche de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah (2015-2016), institutions que l'auteur remercie de leur soutien.

ANTOINE BURGARD

voyage en train jusqu'à Montréal, il passe quelques semaines dans un centre de réception avant d'être placé dans une famille d'accueil et de commencer à travailler en tant que manœuvre comme son père avant lui. En 1950, alors âgé d'à peine vingt ans, il déménage aux États-Unis avec sa jeune épouse. Chaïm fait partie d'un groupe de plus de mille orphelins juifs qui ont été autorisés à rejoindre le Canada à la fin des années 1940 dans le cadre du *War Orphans Project*. Ce programme d'immigration mis en place par la principale organisation juive du pays, le *Canadian Jewish Congress* (CJC), constitue la première initiative d'ampleur au Canada concernant des populations juives survivantes après la Shoah. Il est un des signes annonciateurs de la libéralisation de la politique migratoire canadienne et témoigne de la normalisation progressive des rapports entre les autorités fédérales et les représentants de la communauté juive.

À travers cet objet d'études singulier, cette thèse retrace tout d'abord les itinéraires individuels de ces rescapés dans la Shoah et l'immédiat après-Shoah. Elle éclaire le sort de ces enfants qui viennent principalement d'Europe centrale et orientale. Pendant la guerre, beaucoup ont connu, comme Chaïm, la déportation en Allemagne, en Autriche et en Pologne, ont vécu cachés dans les campagnes belges, françaises ou polonaises ou ont fui en Union Soviétique ou en Angleterre. À la sortie de la guerre, leurs parcours sont tout aussi hétérogènes. Certains vivent dans les camps de réfugiés d'Allemagne et d'Autriche, d'autres retournent dans leur ville natale. D'autres encore partent en Angleterre, en Belgique, en France et en Suède ou tentent de rejoindre la Palestine. En reconstituant et en interrogeant ces trajectoires de survie et de migration, ma thèse en restitue la complexité et la diversité. Le second objectif de ma thèse est d'analyser les discours et les pratiques des différents protagonistes impliqués dans la prise en charge de ces jeunes : différentes associations juives en Europe et au Canada, les deux agences des Nations Unies concernées par la gestion des populations réfugiées et les autorités fédérales canadiennes. Elle étudie tout d'abord les négociations entre les associations juives du pays et les autorités fédérales à Ottawa à un moment clé de l'histoire des migrations mais aussi de l'histoire des relations entre le gouvernement et les minorités au Canada. Elle analyse aussi les discours et les pratiques des travailleurs humanitaires qui ont, en Europe, accompagné les jeunes rescapés dans leur demande de visa. Elle met ainsi au jour des pratiques administratives de catégorisation et d'assignation identitaire qui font écho à des enjeux contemporains autour de la gestion de populations déplacées et de l'accompagnement de mineurs isolés. Le troisième objectif est d'interroger le projet au prisme des mutations de la société canadienne dans les années 1930 et 1940. Ma thèse en aborde différents aspects : l'histoire de la politique migratoire du Canada, l'histoire de l'antisémitisme mais aussi la mémoire de la Shoah et sa place dans le récit national canadien.

L'Europe et le Canada à la sortie de la Seconde Guerre mondiale

Ce projet doit être appréhendé au prisme de la crise des réfugiés sans précédent dans laquelle est plongée l'Europe et de l'action humanitaire qui se développe. Les circulations migratoires des orphelins et les pratiques des adultes qui les accompagnent reflètent à la fois la banalisation du déracinement et de l'exil, le développement de nouvelles formes de gestion et d'assistance aux réfugiés mais aussi l'émergence de discours singuliers sur l'enfance et son « retour aux normes » à la sortie de la guerre. Au Canada, le projet doit être situé dans l'histoire de l'immigration du pays et dans celle de sa communauté juive. Il est significatif de l'évolution des rapports entre les responsables du CJC et les autorités canadiennes, tout particulièrement avec les fonctionnaires en charge des questions d'immigration. La première partie de ma thèse vise donc à inscrire le *War Orphans Project* dans les déplacements de populations à la sortie de guerre et à analyser les réponses politiques et humanitaires qui y ont été apportées. Portant sur des trajectoires d'orphelins de la Shoah vers le Canada, cette recherche se pense des deux côtés de l'Atlantique. Afin de bien appréhender le déroulement du programme, ses protagonistes (orphelins et adultes) et sa place dans l'histoire canadienne et européenne, il est indispensable de situer le projet dans le contexte global de l'Europe à la sortie de guerre.

L'autorisation gouvernementale intervient plus de deux ans après la fin du conflit mais le Vieux continent est toujours confronté à une crise humanitaire et morale sans précédent, la Seconde Guerre mondiale ayant entraîné des mouvements de population d'une ampleur inédite. Comprendre la lente déprise de la guerre est essentiel à l'analyse des trajectoires individuelles des orphelins et des pratiques des adultes qui les prennent en charge. Le chamboulement démographique du continent prend des proportions inédites et la volonté d'instaurer une paix durable entraîne une réorganisation des frontières et de violentes politiques d'homogénéisation ethnique. Pour beaucoup d'orphelins, le déracinement et le déplacement ont été normalisés par la guerre. Le projet canadien lui-même n'est possible que parce que les idées de départ et d'exil se sont banalisées. La gestion de ces déplacements de population est un enjeu majeur et la crise des réfugiés devient un véritable « laboratoire » de l'humanitarisme moderne et de la protection de l'enfance. Cette première partie revient donc sur le travail des principales structures d'aide aux réfugiés impliquées dans le projet, au niveau supranational, national et local et met en avant les défis qu'elles rencontrent dans le domaine de l'enfance : comment prendre en charge les enfants et adolescents victimes de la guerre ? Comment remplacer les parents disparus ? Quel espace privilégier pour la reconstruction de l'enfant ? L'orientation des politiques de recrutement et d'accueil du CJC ne peut être comprise sans insister

sur la multiplicité des approches de l'enfance à la sortie de la guerre. La violence inédite de la guerre envers les enfants et tout particulièrement envers les enfants juifs oblige les pédagogues et les travailleurs sociaux à innover et à réorienter leurs pratiques. Si tous espèrent un « retour à la normale » rapide, les solutions envisagées varient. En Europe continentale, les options collectivistes semblent privilégiées. Au Canada, seul le placement en famille est envisagé. Ces débats ne se limitent pas cependant aux milieux éducatifs et à la protection de l'enfance. L'enfant juif est l'objet d'une concurrence féroce entre des États-nations, des communautés juives locales, des organisations sionistes et des projets d'immigration comme le *War Orphans Project* qui en revendiquent la responsabilité. À la sortie de la guerre, la prise en charge des jeunes rescapés de la Shoah est éminemment politique.

Le programme au centre de ce travail de recherche est aussi significatif de la libéralisation progressive de la politique migratoire canadienne, de l'évolution de l'opinion publique sur la question de l'immigration et de l'accueil des réfugiés et de la normalisation des relations entre le gouvernement et les organisations juives. Pour les Juifs canadiens et leurs représentants, le projet a une portée symbolique considérable. Premier véritable succès en matière migratoire après une quinzaine d'années de portes résolument closes, il doit permettre d'oublier les échecs de la guerre. Son importance ne peut se comprendre sans revenir sur la position d'Ottawa en matière migratoire pendant les années 1930 et 1940 et sans souligner que, bien plus qu'un antisémitisme socio-économique, de plume ou de discours, la principale opposition à l'immigration juive venait des bureaucrates anglophones fédéraux. Entre 1931 et 1947, la politique migratoire est, en effet, la plus restrictive et discriminatoire de l'histoire canadienne. Cet isolationnisme a eu des répercussions lourdes pour celles et ceux qui ont été refusés, expulsés ou internés pendant les années de conflit, tout particulièrement les réfugiés juifs et les Canadiens d'origine japonaise, et a durablement marqué l'histoire et la mémoire du pays.

L'autorisation du projet témoigne donc d'un changement majeur, tout au moins sur un plan rhétorique, et du passage d'une hostilité mal dissimulée au sein de l'administration canadienne à un discours singulier sur l'immigration et l'humanitarisme. Le décret indique que le gouvernement libéral du Premier ministre William Mackenzie King est conscient qu'une telle décision contribuera « dans une certaine mesure à la résolution du problème des Personnes Déplacées et [prendra] en considération l'aspect humanitaire de la question. » L'évolution de la position du gouvernement et l'ouverture progressives des frontières aux réfugiés sont généralement expliquées en termes humanitaires – l'émergence des droits de l'homme comme norme – ou en termes économiques – les besoins accrus de main d'œuvre. Cependant, de telles lectures ignorent ou minorent bien

« UNE NOUVELLE VIE DANS UN NOUVEAU PAYS » : TRAJECTOIRES D'ORPHELINS
DE LA SHOAH VERS LE CANADA (1947-1952)

souvent l'influence de la société civile. Tout en remplaçant le projet dans l'histoire de l'immigration du pays et dans celle de sa communauté juive, cette thèse déplace le regard vers le niveau associatif. À l'échelle des négociations ayant précédé l'autorisation gouvernementale, ma thèse permet de réévaluer l'influence du CJC et de ses collaborateurs dans l'assouplissement progressif de la politique migratoire canadienne. Malgré une autorité fragile et contestée, l'organisation juive a eu un rôle non négligeable dans la formulation et la mise sur agenda d'un nouveau discours sur la relance de l'immigration et l'accueil des réfugiés au Canada.

Destins de guerre et d'après-guerre

À partir d'archives exceptionnelles, ma thèse retrace les itinéraires individuels de ces jeunes rescapés dans l'immensité de la Shoah et des déplacements de populations qui l'ont suivi. Elle éclaire le sort de ces enfants et adolescents qui ont, comme Chaïm, connu la déportation, ont été envoyés en ghetto, ont vécu cachés dans les forêts polonaises et la campagne française ou sont parvenus à fuir en Angleterre ou en Union Soviétique. À travers ces trajectoires singulières, c'est une histoire presque globale de la Shoah qui se dessine. Ma thèse ne s'arrête pas pour autant en 1945 et retrace les parcours d'après-guerre de ces jeunes, désormais orphelins. La plupart se retrouvent dans des camps de réfugiés en Allemagne, en Autriche et en Italie. D'autres vivent dans des orphelinats polonais et roumains, dans des maisons d'enfants en Belgique et en France ou encore avec des familles d'accueil en Angleterre et en Suède. En faisant ressortir les allers-retours, les détours et les irrégularités qui ont bien souvent disparu des mémoires, cette thèse se défait d'une lecture téléologique des parcours qui présente le Canada comme une destination évidente. Par les archives, elle démontre comment le choix de partir, et de partir au Canada plutôt qu'ailleurs, s'est construit au gré d'une chronologie particulière et d'influences diverses. Chaïm, par exemple, a essayé de rejoindre la Palestine puis les États-Unis avant de demander un visa canadien. Retracer le vécu de ces enfants et adolescents que l'administration appelle déjà « mineurs isolés » donne une dimension humaine à l'ampleur des déplacements de populations que connaît alors l'Europe. Leurs errances entrent fortement en résonance avec les parcours de jeunes réfugiés d'aujourd'hui.

En m'attachant à reconstruire les trajectoires de guerre et de sortie de guerre des orphelins à travers différentes sources administratives, j'ai souhaité mettre en évidence leur hétérogénéité et leur non-linéarité. Les chronologies d'entrée en guerre et de séparation avec les parents, les expériences de la persécution et de la violence de la guerre, les conditions de libération et les

parcours dans les premiers mois après la guerre sont d'une diversité qui disparaît derrière l'étiquette de l'ensemble du groupe, celle d'orphelins de la Shoah. Ces reconstitutions, certes partielles, permettent de saisir l'éventail des parcours de survie. Parmi les enfants cachés, les expériences de la clandestinité des jeunes Polonais qui vivent souvent en forêt ou travaillent pour des agriculteurs ont peu en commun avec celles des jeunes vivant en Belgique qui bénéficient des ressources et des réseaux de la communauté juive. Parmi les déportés, les conditions et les chronologies de déportation et d'internement sont tout aussi hétérogènes. Deux sœurs roumaines, Agnes et Eva P., ont ainsi respectivement huit et neuf ans lorsqu'elles sont envoyées dans un camp de concentration au nord du pays. Mayer D. qui grandit en Transcarpathie, région tchécoslovaque passée sous contrôle hongrois en 1938, a presque quinze ans lorsqu'il est déporté à Auschwitz en 1944. Ces disparités confirment comment le hasard des évolutions de frontières du début de la guerre a considérablement influencé les expériences de la persécution, rendant d'autant plus difficile d'établir quand la guerre de l'orphelin a commencé. Les expansions soviétiques en Roumanie et en Pologne et hongroises en Roumanie et en Tchécoslovaquie ont ainsi constitué des « refuges temporaires » qui ont retardé le moment où les jeunes se sont retrouvés dans des territoires sous domination allemande. Certaines trajectoires exceptionnelles donnent à voir des expériences de la persécution et des parcours de survie encore peu documentés. On pense notamment à Théodore I. et à son frère qui, après s'être enfuis du ghetto de Cracovie en Pologne, sont retournés à l'école jusqu'à la fin de la guerre ou encore à Max E., jeune Berlinoise, qui a passé la guerre en Égypte et dont les parents ont été tués dans un pogrom à Alexandrie en 1949.

Les chronologies individuelles témoignent aussi de la difficulté à saisir quand et comment la guerre se termine pour ces enfants et adolescents. Les conditions de libération varient. L'expérience de la violence du combat n'est ainsi pas la même pour les jeunes ayant passé la guerre cachés dans les régions orientales de la Pologne ou de la Roumanie (et pour qui il est difficile de déterminer dans quelles circonstances ils ont vécu le retrait des troupes allemandes et l'arrivée de l'Armée rouge) et pour ceux qui sont libérés lors des longs sièges de Varsovie et de Budapest. Pour ceux qui se trouvent dans les camps ou à proximité, la confusion est grande. Les chronologies de fin de guerre sont d'autant plus complexes que les libérations physiques des orphelins mettent rarement un terme immédiat à leur guerre. L'incertitude qui a accompagné la libération transparaît à travers les récits d'errance, de recherche des proches et les tentatives de retour à une vie d'avant-guerre qui n'existe plus. Les trajectoires frappent par leur non-linéarité, les allers-retours de beaucoup d'orphelins entre

« UNE NOUVELLE VIE DANS UN NOUVEAU PAYS » : TRAJECTOIRES D'ORPHELINS
DE LA SHOAH VERS LE CANADA (1947-1952)

l'Allemagne et leurs pays d'origine à l'Est n'étant qu'un exemple parmi d'autres de cette complexité des parcours après la guerre.

Ma thèse ne se limite cependant pas à dessiner une topographie de ces circulations. Par une variation des échelles, elle prétend aussi reconstruire l'« espace des possibles et des contraintes » de ces jeunes. Ce concept développé par les historiens Claire Zalc et Nicolas Mariot est le postulat qu'il est possible de mieux comprendre une trajectoire individuelle en identifiant ce qui était possible ou non à différents moments de cette trajectoire. En mettant en dialogue la chronologie du projet avec la conjoncture économique et politique des pays de résidence des jeunes rescapés mais aussi des pays qui sont alors des destinations privilégiées des survivants (la Palestine et les États-Unis principalement), ma thèse tente d'apporter des éléments de réponse à deux questions essentielles : pourquoi ces orphelins ont-ils quitté l'Europe ? Et pourquoi sont-ils allés au Canada plutôt qu'ailleurs ? Par la reconstitution des parcours ayant eu lieu et de ceux qui auraient pu être possibles, elle contribue dès lors à mieux comprendre comment les trajectoires migratoires des jeunes rescapés se sont construites au gré d'une chronologie particulière et d'influences diverses. L'articulation des échelles prend ici tout son intérêt, les circulations migratoires relevant à la fois de facteurs au niveau supra-étatique (l'évolution des politiques de gestion des réfugiés des autorités militaires et de l'administration humanitaire), au niveau étatique (les politiques migratoires des pays que les orphelins traversent), au niveau associatif (les politiques des associations juives présentes au Canada et en Europe) et au niveau de l'individu, de ses réseaux et de ses choix. Les parcours des jeunes rescapés sont ainsi fortement influencés par l'évolution du mandat de certaines agences de l'ONU d'une logique de rapatriement à une logique de réinstallation, par la reconnaissance progressive d'une « nationalité juive » par les autorités américaines ou encore par les politiques de transit mises en place par les gouvernements belge, français et suisse. Les jeunes rescapés ne peuvent cependant pas être réduits à des objets passifs et leur autonomie apparaît en filigrane dans certaines séquences. Les stratégies migratoires qu'ils mettent en place (à la fois dans leur recherche de proches survivants et pour maximiser leurs chances de quitter l'Europe) se retrouvent dans leurs circulations entre les camps de réfugiés et entre les zones d'occupation ou entre le nord et le sud de l'Italie. Cette capacité des jeunes rescapés à développer des stratégies complexes et à contourner les exigences des adultes se confirme d'ailleurs au Canada avec les départs aux États-Unis ou en Israël de certains d'entre eux. L'analyse de leurs trajectoires permet dès lors de contribuer aux efforts récents pour examiner les pratiques des migrants eux-mêmes, d'écrire une histoire des réfugiés par le bas et

de sortir les enfants du rôle singulièrement passif dans lequel ils ont été longtemps enfermés.

Politiques migratoires et engagements humanitaires

Le deuxième objectif de ma thèse est de contribuer à une histoire des pratiques administratives face aux migrants et aux réfugiés. Au fil de leurs trajectoires individuelles, ma thèse analyse le travail des nombreux protagonistes impliqués dans leur prise en charge, en Europe et au Canada. En considérant comment le CJC a négocié l'admission de ces jeunes réfugiés auprès de l'État canadien, elle dresse le portrait d'une société canadienne qui est, en 1945, résolument fermée au monde extérieur. L'antisémitisme est alors répandu dans les rangs de l'administration fédérale et l'opinion publique, surtout au Québec, est farouchement opposée à l'ouverture des frontières aux populations juives. Cette recherche jette un éclairage nouveau sur une période peu connue de l'histoire d'un pays qui se définit aujourd'hui à travers sa tradition d'accueil et son internationalisme. Devenu l'un des symboles de l'engagement humanitaire canadien après la Shoah, l'accueil des orphelins n'en reste pas moins durement négocié dans l'immédiat après-guerre. Les associations juives, les organisations d'aide aux réfugiés de l'ONU et les agents d'immigration canadiens présents en Europe s'affrontent pour déterminer qui doit être considéré comme un « migrant idéal » et qui est digne de se voir attribuer un visa pour le Canada. À travers l'analyse minutieuse du travail de terrain de ces différents protagonistes, ma thèse met au jour la compétition féroce qu'ils se livrent autour du futur des enfants juifs d'Europe. Elle saisit des processus de catégorisation, de sélection et d'exclusion qui rappellent le traitement actuel des populations réfugiées et la prise en charge des mineurs isolés.

L'analyse qualitative et quantitative des dossiers individuels de demandes de visas des orphelins fait ressortir des processus de catégorisation et d'assignation identitaire qui résultent de l'exigence de clarté des autorités fédérales canadiennes. Une part importante du travail de celles et ceux qui remplissent les dossiers consiste à stabiliser des identités que la guerre a rendues confuses. L'absence de papiers, les corps marqués et la maturité précoce des jeunes survivants rendent difficile d'établir précisément leur âge. Les déplacements des populations et des frontières ont brouillé des appartenances nationales déjà complexes. Les persécutions antisémites et les politiques de dénaturalisation ont créé des apatrides et obligent l'administration humanitaire à reconnaître progressivement une « nationalité » juive dont les contours sont peu clairs. Les noms mêmes sont devenus flous après la clandestinité et l'exil. La lecture des dossiers fait pourtant ressortir des identités bien arrêtées et le doute, s'il apparaît ponctuellement à travers les ratures et les corrections, n'a pas sa place

« UNE NOUVELLE VIE DANS UN NOUVEAU PAYS » : TRAJECTOIRES D'ORPHELINS
DE LA SHOAH VERS LE CANADA (1947-1952)

dans les formulaires. Les travailleuses sociales et humanitaires et les responsables du projet ont donc fixé sur le papier des identités confuses et ont tranché, souvent dans l'urgence de la constitution du dossier, des questions complexes. Leurs efforts de catégorisation ne se limitent cependant pas à arrêter l'âge, le nom ou la nationalité de l'individu mais aussi à définir qu'est-ce qu'un enfant, un adolescent, un orphelin et, dans une moindre mesure, qui est juif. Les difficultés des responsables du CJC à appréhender ceux qui ne sont plus de « vrais enfants » et leurs négociations auprès des autorités canadiennes pour inclure des « semi-orphelins » et des individus de plus de dix-huit ans confirment l'instabilité de ces catégories.

L'analyse de la phase de recherche des orphelins en Europe fait aussi ressortir une sélection sévère des candidats au départ car, en définissant qui entre dans les catégories qu'ils construisent, l'administration et les intermédiaires qui s'en font le relais déterminent qui en est exclu. En aucun cas, les jeunes rescapés qui rejoignent le pays ne doivent devenir une charge pour la société canadienne et la responsabilité des associations juives est pleinement engagée. Les rejets pour des motifs d'âge, de nationalité, de situation familiale ou de santé sont nombreux tout au long du projet. Deux constats peuvent être tirés de cette étude. Premièrement, les agents d'immigration et les médecins canadiens en Europe ont une latitude et une marge de manœuvre non-négligeables du fait de l'absence de directives précises et de l'éloignement avec l'administration centrale. Certains font preuve d'un zèle qui dissimule mal des considérations raciales et morales et leur volonté de se faire les « gardiens » d'une vision conservatrice de l'identité canadienne. Deuxièmement, contrairement à ce que laisse penser l'historiographie sur le projet, l'objectif des responsables du CJC n'était pas de faire venir un maximum d'orphelins. À l'inverse, ils ont constamment cherché à écarter les individus qu'ils considéraient comme problématique afin de s'assurer de la réussite du projet. La venue des orphelins doit permettre au CJC de démontrer aux autorités sa capacité à mettre en œuvre son action en matière migratoire tout en se faisant le relais de leurs exigences. Elle doit aussi contribuer au renforcement de sa position au sein de la communauté. Les dirigeants juifs canadiens redoutent que l'arrivée de ceux qui sont pour eux des « cas douteux » décourage les donateurs et les familles d'accueil et nuisent à la crédibilité de l'organisation. Cette position témoigne de la prééminence de l'agenda national du CJC sur des ambitions humanitaires plus globales. Elle est source d'importantes tensions avec d'autres organisations juives, notamment aux États-Unis, qui souhaitent aider coûte que coûte les survivants désireux de quitter l'Europe. Le travail d'une des représentantes du CJC en Europe est significatif de cette vision pragmatique de l'engagement humanitaire que promeut l'organisation juive

ANTOINE BURGARD

canadienne : écarter les profils qu'elle juge inadéquats et contester les décisions de l'Immigration canadienne qu'elle considère injustes.

En m'attachant à mettre au jour ces pratiques, j'ai souhaité poser les jalons de plusieurs histoires encore à approfondir. Le pouvoir décisionnel des agents d'immigration et des médecins canadiens qui transparaît ici reste encore peu étudié par une historiographie canadienne trop centrée sur l'analyse des politiques migratoires et de leurs évolutions. Il confirme la nécessité d'écrire une histoire au plus près de la pratique administrative du personnel et des responsables fédéraux canadiens en Europe. L'analyse de l'action du CJC en matière migratoire permet de saisir le rôle singulier de l'organisation qui se fait à la fois relais des exigences de l'État et des intérêts du groupe minoritaire qu'il représente. Elle appelle à étudier l'influence de ses efforts pour construire des migrants désirables dans la reprise de l'immigration juive au Canada et dans la normalisation des relations entre la communauté et les autorités. Elle invite aussi à une réévaluation du rôle de la société civile dans la formulation des discours humanitaires et dans la mise sur agenda de la question des réfugiés au Canada. Une telle démarche nécessiterait de comparer l'action du CJC avec d'autres protagonistes non-gouvernementaux, notamment le *Canadian National Committee on Refugees*, et serait le prolongement des efforts de traverser les frontières qui séparent l'histoire juive des histoires nationales auxquels ma thèse participe.

Ma thèse contribue aussi à une histoire de l'engagement humanitaire, à l'échelle des parcours individuels des représentants juifs canadiens en Europe et à l'échelle de l'organisation. Dans son analyse de la politique migratoire canadienne, Gerald E. Dirks considère qu'il y a une « dichotomie philosophique fondamentale » visible à tous les échelons de la bureaucratie entre « *gatekeepers* » et « *facilitators* » (Dirks, 1995). Cette lecture a été transposée au projet afin d'analyser les pratiques des agents d'immigration et celles des responsables juifs canadiens. La phase de sélection des orphelins en Europe témoigne qu'au ras de la pratique administrative, cette dichotomie est bien plus floue que ne l'affirme Dirks. Les responsables du CJC, et surtout leurs représentants sur le terrain, sont en effet à la fois *gatekeepers* et *facilitators*. Ils se font les relais des exigences des autorités canadiennes et excluent certains candidats mais cherchent parfois à négocier et à contourner des règles qu'ils jugent injustes et inadéquates. Cette ambiguïté reflète la vision pragmatique de l'engagement humanitaire du CJC : les objectifs nationaux de l'organisation (assurer la réussite du projet et contribuer ainsi à la normalisation de ses relations avec les autorités et au renforcement de sa position au sein de la communauté) l'emportent sur la responsabilité morale vis-à-vis des Juifs européens.

Intégration et mémoire

En prolongeant le suivi des orphelins à leurs premières années au Canada, ma thèse s'interroge aussi sur leur intégration. Elle met en lumière les difficultés que ces jeunes rencontrent et la triple marginalisation de leur parole : adolescents dans un monde d'adultes, immigrants dans une nouvelle société d'accueil et survivants de la Shoah dans une communauté juive qui n'était pas encore prête à les écouter. À partir de l'automne 1947, ils sont nombreux à débarquer dans le port d'Halifax où ils sont pris en charge dès leur descente du bateau par des représentants de la communauté juive. Le placement en famille et l'accès à l'emploi de ces jeunes ont été soigneusement planifiés bien avant leur arrivée. Il en est de même pour le rôle des travailleurs sociaux qui sont pensés comme de véritables médiateurs entre ces jeunes rescapés, la communauté dans son ensemble et les organismes sociaux qui les prennent en charge. De son arrivée à Halifax jusqu'à son indépendance financière, chaque étape de l'intégration socio-économique de l'orphelin est donc longuement discutée par les différents comités qui se répartissent l'organisation du projet. Celui-ci reflète les grands chantiers de réformes que mène alors le *Canadian Welfare Council* et que le CJC doit reprendre. Si les exigences de la protection de l'enfance régissent en grande partie ces orientations, le CJC a également une vision singulière de l'intégration de ces jeunes immigrants. Ses positions résolument familialistes et l'importance qu'il accorde au travailleur social sont en effet en rupture avec les modèles institutionnalistes et philanthropiques traditionnels juifs. Le CJC s'adapte donc non seulement aux exigences gouvernementales canadiennes mais en profite aussi pour imposer son propre agenda de réformes et accélérer la professionnalisation de l'accueil des migrants.

Cette volonté réformatrice témoigne des ambitions du CJC de renforcer son autorité encore fragile au sein de la communauté. Ayant engagé son entière responsabilité financière auprès du gouvernement, le CJC dépend de l'ensemble des ressources et des structures juives canadiennes et doit travailler avec une diversité d'acteurs qui reflète la bureaucratie byzantine de la communauté. L'organisation souhaite néanmoins garder la mainmise sur le programme afin de légitimer son action et de renforcer sa position de porte-parole officiel des Juifs canadiens auprès du gouvernement. Différentes difficultés rencontrées dans la prise en charge des jeunes rescapés mettent cependant rapidement à mal son agenda de réforme. La professionnalisation et la bureaucratisation de l'accueil des orphelins ne sont pas toujours comprises par les bénévoles et les leaders communautaires. Surtout, la réponse de la communauté ne s'avère pas à la hauteur des attentes du CJC. Le profil des orphelins – une majorité de garçons, adolescents et jeunes adultes – complexifie la recherche de familles d'accueil et

oblige l'organisation à repenser sa politique d'hébergement et à mener une intense campagne de mobilisation. L'orientation de cette campagne et les efforts pour à la fois culpabiliser et rassurer les futurs parents potentiels confirment une des hypothèses avancées : le CJC a dressé un portrait idéalisé des orphelins afin de faciliter leur placement. Mais ces difficultés ne se limitent pas aux seules questions d'hébergement. Le CJC et ses collaborateurs doivent aussi gérer des jeunes qui accordent peu de place à l'intervention de l'adulte et qui peinent à s'adapter à une communauté qui, bien souvent, ne les comprend pas.

Le *War Orphans Project* est un des premiers signes de la reprise de l'immigration juive au Canada et confirme la normalisation des relations entre les représentants de la communauté et les autorités. Il illustre également les importantes transformations structurelles du judaïsme canadien. Débutée dans les années 1920 et 1930, la professionnalisation des services sociaux communautaires, en particulier de l'accueil des migrants, s'accélère à la sortie de la guerre, comme en témoigne la généralisation de pratiques telles que le *casework* ou le placement en famille au sein du projet. Ces évolutions confirment la porosité entre travail social juif et non-juif et le rôle joué par plusieurs responsables du CJC dans l'importation de ces pratiques américaines au Canada. Elles résultent à la fois de la volonté du CJC d'affirmer son autorité au sein de la communauté et de celle des travailleurs sociaux qui souhaitent renforcer la légitimité de leur profession. Cet agenda de réformes est sévèrement critiqué par certains dirigeants communautaires qui défendent une vision traditionnelle de la philanthropie et de l'accueil des migrants. Ces tensions sont particulièrement visibles au sein du projet puisque bénévoles et professionnels cohabitent dans la prise en charge des orphelins. La relation constamment renégociée entre professionnels et bénévoles complexifie d'ailleurs la chronologie de la professionnalisation des services sociaux communautaires juifs canadiens. Cette cohabitation entraîne de nombreuses incompréhensions, chacun se renvoyant la responsabilité des échecs rencontrés lors des placements professionnels et en famille des orphelins. En présentant la communauté comme bien intentionnée mais incapable de comprendre les orphelins, les travailleurs sociaux justifient leur profession et leur expertise. Mais les premières années au Canada mettent cruellement en lumière le fossé entre le discours idéalisé des dossiers individuels et la réalité de l'intégration des orphelins. Les jeunes rescapés ont des personnalités et des aspirations plus complexes que les figures stéréotypées de la jeune fille serviable et du migrant déterminé. À l'inverse, la société canadienne ne correspond pas au Nouveau Monde miraculeux et opulent qui semble ressortir des échanges entre les orphelins et les travailleurs humanitaires. L'échec du système de placement confirme les difficultés déjà entrevues dans les dossiers à appréhender des jeunes qui ne sont plus des enfants mais pas encore des adultes.

« UNE NOUVELLE VIE DANS UN NOUVEAU PAYS » : TRAJECTOIRES D'ORPHELINS
DE LA SHOAH VERS LE CANADA (1947-1952)

Quant aux difficultés professionnelles, elles révèlent la fragilité des relations entre les jeunes réfugiés et la communauté établie.

Au-delà de leur parcours, ma thèse questionne enfin la place qu'occupent les orphelins dans la mémoire collective et le patrimoine culturel canadiens jusqu'à aujourd'hui. Elle éclaire la chronologie singulière de cette mémorialisation et démontre son influence sur les représentations de la Shoah au Canada et son importance dans le récit national d'un pays qui se pense à travers sa capacité d'accueil et son ouverture aux réfugiés. Dans une brochure datant de 1948, le *War Orphans Project* est présenté comme porteur d'« une grande responsabilité qui deviendra une source continue de fierté pour la communauté juive et sa plus grande réussite » et restera « la plus grande entreprise dans les annales du judaïsme canadien. » Quatre ans plus tard, lorsque le CJC décide de mettre officiellement un terme au programme, il n'a plus de contact avec la majorité des orphelins et le récit de leur arrivée n'occupe plus qu'une place marginale dans la communauté. La dernière partie de ma thèse porte sur le devenir des orphelins et sur la mémoire du projet. Elle vise tout d'abord à prolonger l'analyse des circulations migratoires des orphelins au-delà du dossier. Certains jeunes ont continué leur parcours, changeant de villes au Canada et quittant le pays pour les États-Unis, Israël et plus rarement l'Europe. Ces exemples soulèvent plusieurs questions sur les rapports entre le CJC et les orphelins et sur les stratégies migratoires de ces derniers. Pour les individus qui quittent le Canada, ce nouveau départ signifie presque toujours la fin du contact avec l'institution et donc leur disparition des archives mobilisées dans le cadre de cette recherche. Pour les autres orphelins, cette rupture est souvent tout aussi précoce. Dans la plupart des cas, l'agence en charge de l'orphelin interrompt le suivi et ferme le dossier guère plus de deux ou trois ans après son arrivée au Canada. Ne reste alors qu'une minorité d'individus qui pour différentes raisons – financières, sanitaires ou judiciaires – maintient le contact ou oblige l'organisation à prolonger son travail de suivi.

Cette rupture rapide de la relation entre le jeune et l'institution explique en partie la chronologie singulière de la mémorialisation du projet. On peut distinguer deux principales phases. La première intervient à l'occasion du dixième anniversaire de la fin du projet, avec la réalisation d'une enquête sur le devenir des orphelins en 1959, la publication d'un ouvrage à ce sujet et la médiatisation qui l'accompagne. Ces différentes initiatives semblent répondre à deux besoins : mettre en avant la tradition d'accueil du Canada et légitimer l'action du CJC et des autres services communautaires. Elles n'en restent pas moins remarquables de par leur précocité et complexifient en partie la chronologie de la mémorialisation de la Shoah en Amérique du Nord. La

ANTOINE BURGARD

deuxième phase débute dans la première moitié des années 1980 avec la participation de plusieurs orphelins à des projets d'histoire orale et se poursuit jusqu'au début des années 2010. Elle illustre l'importance nouvelle des témoignages des survivants et la place singulière qu'a progressivement pris le projet dans l'histoire et la mémoire juives mais aussi dans le récit national canadien. L'arrivée des orphelins figure d'ailleurs parmi les 19 « tableaux » choisis pour célébrer le 375^e anniversaire de la ville de Montréal en 2016.

À partir de documents d'archives inédits, ma thèse replace les destins individuels et collectifs exceptionnels de ces enfants dans les bouleversements de la guerre et de l'après-guerre. En évoluant constamment entre les espaces et les échelles d'analyse et en dépassant les cadres nationaux, elle fait dialoguer l'histoire de la Shoah avec l'histoire des migrations en Europe et en Amérique du Nord et participe d'une histoire de l'humanitaire qui reste encore à écrire. Elle contribue à mettre au jour un moment crucial de l'histoire canadienne et européenne qui reste encore peu étudié et qui est pourtant déterminant pour comprendre le devenir des survivants de la Shoah, l'évolution des questions migratoires et d'accueil des réfugiés et des réponses politiques et humanitaires qui ont été apportées des deux côtés de l'Atlantique. Ma thèse participe enfin d'une ambition plus globale qui résonne singulièrement dans l'inquiétude de la fin de l'« ère des témoins », celle d'écrire une histoire des survivants de la Shoah et de leurs expériences par les archives, une histoire sociale qui s'autoriserait enfin à appréhender ces trajectoires exceptionnelles au prisme des méthodologies habituelles de la discipline. Elle offre une mise en perspective que j'espère utile tant aujourd'hui les parcours de ces jeunes réfugiés semblent plus que jamais d'actualité.